

---

solide travail de base requis pour la préparation de la prochaine série de mesures de libéralisation du commerce et de l'investissement, dont dépend la prospérité du Canada. Nous appuierons aussi le travail de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur les rapports qui existent entre les normes internationales du travail et le système commercial multilatéral.

### *Renforcer les liens économiques avec l'Europe*

- Nos relations commerciales et économiques matures avec l'Europe restent d'une grande importance. Nous veillerons à ce qu'elles soient appuyées au niveau bilatéral, surtout en ce qui concerne nos principaux partenaires. Nous accorderons toutefois une attention particulière à l'Union européenne (UE), dont les domaines de compétence touchent de plus en plus aux intérêts du Canada. Le gouvernement examinera comment il serait possible de s'inspirer des résultats des récentes négociations commerciales multilatérales pour poursuivre la libéralisation du commerce avec l'UE. En consultation avec les milieux d'affaires, nous explorerons soigneusement la possibilité de réduire ou d'éliminer les obstacles au commerce entre l'Europe et l'Amérique du Nord dans tous nos secteurs d'exportation (surtout celui des produits agricoles), notamment par le biais d'un accord de libre-échange entre les membres de l'UE et les signataires de l'ALENA.

### *Bâtir des relations avec les nouveaux marchés*

- **Asie-Pacifique**
  - Le gouvernement entend promouvoir activement, au sein de l'APEC, la libéralisation du commerce dans la région du bassin du Pacifique dans les prochaines décennies, et il est disposé à participer à l'élimination progressive des obstacles au commerce entre les membres de l'APEC. Parmi les grands défis économiques qui se posent, mentionnons la nécessité de libéraliser les pratiques qui ont faussé les courants d'investissement dans la région du Pacifique, l'établissement d'un consensus sur l'importance de nouvelles réductions tarifaires et l'intensification de la coopération technique dans des domaines aussi divers que les procédures douanières et les pratiques forestières. Le gouvernement exploitera l'approche « Équipe Canada » qui lui a si bien réussi en Asie l'an dernier, alors que le premier ministre, accompagné du ministre du Commerce international et du secrétaire d'État pour l'Asie-Pacifique, a visité la région à la tête d'un groupe comprenant des leaders provinciaux et des personnalités du monde des affaires.